

Article 9.

Aucun membre du Gouvernement ne saurait acquérir, ni prendre en ferme des biens, appartenant à l'Etat.

Il ne peut non plus entrer ni directement ni indirectement soit pour sa personne en particulier, soit en communauté avec d'autres, dans aucune entreprise du Gouvernement, ni contracter des fournitures pour le compte de l'Etat, sous peine de nullité du contrat; et le contrevenant sera en outre obligé de dédommager le fisc du retard ou mécompte qui pourrait en résulter.

Article 10.

En cas de doute sur l'interprétation du présent statut, les Résidents des trois hautes Cours protectrices, réunis en Conférence, auront à prononcer sur la question.